

**RAAD VAN STATE, AFDELING ADMINISTRATIE.**

**A R R E S T**

**nr. 96.562 van 18 juni 2001  
in de zaak A. 81.133/XIV-3153.**

In zake : XXX,  
wonende te 1030 BRUSSEL,

tegen :

de Belgische Staat, vertegenwoordigd door  
de Minister van Binnenlandse Zaken.

-----  
**DE VOORZITTER VAN DE XIVE KAMER,**

Gezien het verzoekschrift dat XXX, van Albanese nationaliteit, op 16 november 1998 heeft ingediend om de vernietiging te vorderen van de beslissing van 2 september 1998 van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, Eerste Nederlandse Kamer, waarbij wordt geweigerd hem als vluchteling te erkennen;

Gelet op het administratief dossier

Gezien de regelmatig gewisselde memories van antwoord en van wederantwoord;

Gezien het verslag opgemaakt door Eerste Auditeur R. VANDER ELSTRAETEN, op grond van artikel 23 van het koninklijk besluit van 9 juli 2000 houdende bijzondere procedureregeling inzake geschillen over beslissingen betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op de kennisgeving van het verslag aan partijen en gelet op het verzoek tot voortzetting van de verzoekende partij teneinde te worden gehoord;

Gelet op de beschikking van 10 april 2001  
waarbij de terechtzitting bepaald wordt op 9 mei 2001;

Gehoord het verslag van Kamervoorzitter  
A. BEIRLAEN;

Gehoord de opmerkingen van Advocaat  
Fr. DE COCK die, loco Advocaat E. MAGIER verschijnt voor  
de verzoekende partij, en van Advocaat C. DECORDIER, die  
verschijnt voor de verwerende partij;

Gehoord het eensluidend advies van Eerste  
Auditeur-afdelingshoofd H. VERHULST;

Gelet op titel VI, hoofdstuk II, van de  
wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari  
1973;

1. Over de gegevens van de zaak :

Overwegende dat de gegevens van de zaak als  
volgt kunnen worden samengevat :

1.1. XXX, van Albanese nationaliteit, komt op 7  
september 1995 het Rijk binnen en vraagt op 11 september  
1995 om erkenning van de hoedanigheid van vluchteling.

1.2. Deze aanvraag wordt op 7 april 1998 door de  
Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staat-  
lozen als volgt verworpen :

"L'intéressé, de nationalité albanaise, serait  
arrivé en Belgique le 7 septembre 1995 par la voie  
terrestre, muni d'un passeport international. Il a  
demandé l'asile le 11 septembre 1995.

Dans le cadre de son audition au fond, l'intéressé  
a été entendu le 28 mars 1997 et le 16 mars 1998.

A l'appui de sa demande, l'intéressé - originaire  
de Shkoder-invoque les faits suivants.

En 1990, l'intéressé - économiste de formation -  
aurait été chargé de la création et de l'application

du plan pour la région de Shkoder. A cet égard, il aurait directement reçu ses ordres du Comité Central du Parti du Travail Albanais (alors unique parti autorisé). Le 30 avril 1991, le Parti du Travail aurait remporté les élections législatives.

En mai 1991, le gouvernement albanais aurait été renversé et remplacé par un gouvernement provisoire.

En septembre 1991, le bureau de l'intéressé aurait été détruit dans un incendie. Cet acte serait resté l'oeuvre d'inconnus mais l'intéressé aurait soupçonné des prisonniers libérés lors du renversement du gouvernement, d'en être les auteurs. Suite à cet incendie, l'intéressé n'aurait plus officiellement travaillé.

Quelques jours après l'incendie, l'intéressé aurait été convoqué au poste de police afin d'y être interrogé sur les raisons et circonstances de ce sinistre. Là, il aurait appris de son interrogateur - par ailleurs son ami - que les autorités essaient de trouver un moyen de l'emprisonner. Il aurait ainsi été convoqué une dizaine de fois sur une période de trois ans dans le cadre de cette affaire.

En mars 1992, le Parti Démocratique aurait remporté les élections législatives et serait arrivé au pouvoir.

Le 3 mai 1994, l'intéressé aurait tenté de fuir le pays. Il aurait cependant été arrêté à Vlore et emmené au commissariat de police. Là, il aurait appris qu'une procédure judiciaire - pour l'incendie - était lancée contre lui. L'intéressé aurait été gardé au poste durant vingt-quatre heures. A sa libération, l'intéressé aurait été menacé d'emprisonnement s'il recommençait.

Le 22 juin 1995 et le 26 juin 1995, le mur entourant la cour du domicile de l'intéressé aurait été détruit par des inconnus. L'intéressé aurait soupçonné des voisins (des ex-persécutés politiques venus s'installer dans son quartier en 1992) d'être les auteurs de cet acte. L'intéressé n'aurait cependant déposé aucune plainte craignant d'être emprisonné (relevons cependant que lors de son audition en recevabilité il avait déclaré avoir porté plainte - en vain - le 23 juin 1995 après le premier incident auprès du comité de quartier de même à l'Office des étrangers, il a affirmé avoir été déposer plainte à la police après la destruction du mur mais là on n'aurait pas pris sa demande en considération et on lui aurait dit de ne pas revenir).

Le 10 juillet 1995, des inconnus masqués auraient tiré en direction de l'intéressé des coups de feu. Suite à cet incident, l'intéressé aurait tenté de s'adresser aux forces de l'ordre mais en aurait été empêché par deux hommes masqués qui l'auraient menacé de mort. Le jour-même, l'intéressé aurait quitté son domicile et serait parti se cacher chez son père (à

quarante kilomètres de Shkoder). Il y serait resté jusqu'au 6 août 1995.

Dans la nuit du 6 au 7 août 1995, l'intéressé serait parti à Vlore chez un ami et y serait resté jusqu'au 27 août 1995 date de sa fuite du pays.

Outre celles déjà relevées précédemment, relevons que des divergences émaillent le récit de l'intéressée.

Ainsi, relevons que lors de sa première audition au fond (en date du 28 mars 1997) l'intéressé a déclaré que suite aux élections législatives remportées le 30 avril 1991 par le Parti du Travail, monsieur Fatos Nano avait été nommé premier Ministre du pays. L'intéressé a ajouté que ce gouvernement avait été renversé en mai 1991 et qu'un gouvernement provisoire dirigé par monsieur Astrit Amete avait été mis en place. Monsieur Astrit Amete serait resté premier Ministre jusqu'au 22 mars 1992 date où les élections législatives auraient été remportées par le Parti Démocratique. Or, des informations dont dispose le Commissariat général, il appert que le gouvernement de Monsieur Nano serait tombé en juin 1991 ; que monsieur F. Nano aurait en réalité été remplacé à la tête du gouvernement provisoire par monsieur Ylli Bufi; que monsieur Bufi aurait été remplacé à ce poste en décembre 1991 par monsieur Vilson Ahmeti ce dernier restant à la tête du gouvernement albanais jusqu'à la victoire du Parti Démocratique lors des élections législatives des 22 et 29 mars 1992 et jusqu'à la nomination de monsieur Aleksander Meksi au poste de premier Ministre en date du 9 avril 1992 (voyez 'Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States', 1994, pg 108 et 'Documentation - Réfugiés', supplément au n° 151 du 27 juin/6 juillet 1991, pg 14). Cette divergence est importante dans la mesure où elle porte sur une période pendant laquelle l'intéressé travaillait comme cadre du Parti du Travail.

En outre, relevons que lors de son audition en recevabilité l'intéressé avait déclaré avoir reçu le 6 août 1995 en rentrant chez lui après avoir séjourné chez son père des lettres anonymes le menaçant de mort; il aurait brûlé ces lettres par peur. Il a également fait mention de la réception de ces lettres anonymes dans son questionnaire du Commissariat général. Or, lors de ses auditions postérieures au fond, aucune mention n'a été faite de ces lettres. L'intéressé a d'ailleurs affirmé lors de l'audition au fond du 28 mars 1997 être parti directement à Vlore chez un ami la nuit du 6 au 7 août 1995 après avoir séjourné chez son père et n'a nullement fait état d'un passage à son domicile avant de se rendre à Vlore.

Relevons encore que dans son questionnaire du Commissariat général, il a déclaré que lors des tirs contre lui le 10 juillet 1995, les fenêtres de son domicile avaient été brisées or lors de son audition

au fond du 28 mars 1997, il a affirmé que les fenêtres n'avaient pas été brisées.

Ces divergences sont de nature à entacher la crédibilité de l'intéressé.

Quoi qu'il en soit, concernant les faits les plus récents invoqués par l'intéressé (destruction du mur d'enceinte de sa maison, tirs sur lui), à supposer qu'ils soient quand même partiellement établis - quod non - relevons qu'ils sont l'oeuvre d'inconnus que l'intéressé n'a pu identifier avec précision; il n'émet en effet que des suppositions à ce sujet (voisins rancuniers); en outre, selon ses dernières déclarations à cet égard (audition du 28 mars 1997), il n'aurait pas introduit de plainte contre ces agissements (contrairement à ce qu'il a affirmé lors des auditions précédentes).

Par ailleurs, relevons que l'intéressé prétend faire l'objet de deux procès: l'un dans le cadre de l'incendie de son bureau et l'autre concernant sa tentative de fuite du pays en 1994. Or, il déclare lui-même n'avoir jamais été convoqué devant un tribunal dans le cadre de ses prétendus procès qui concernent des événements qui remontent respectivement à l'année 1991 et l'année 1994 et il prétend que beaucoup de personnes qui s'occupaient de l'affaire de l'incendie ont quitté le pays. La crainte invoquée par l'intéressé d'être jugé dans le cadre de ces deux procès n'est donc pas établie d'autant que cette crainte est liée à la crainte d'être poursuivi pour ses activités sous le régime communiste pour le Parti du Travail Albanais et d'être poursuivi par le pouvoir qui l'a remplacé, à savoir le Parti Démocratique. Or les élections législatives -des 29 juin et 6 juillet 1997 ont vu la défaite du Parti Démocratique et le retour au pouvoir du Parti Socialiste. Le 24 juillet 1997, le socialiste Rexhep Mejdani a été élu à la présidence de la république albanaise; Fatos Nano exerçant la fonction de premier Ministre (voir notamment, Le Soir du 26 juillet 1997).

Au vu de ces différentes remarques, le document déposé par l'intéressé, à savoir une attestation délivrée en novembre 1995 par monsieur Cukeli, demandeur d'asile en Belgique, selon laquelle il aurait travaillé comme juge d'instruction à Shkoder durant les années 1990-1992 et aurait à ce titre instruit un dossier pénal à l'encontre du requérant pour délit pénal d'abus de la fonction publique ainsi que pour ses convictions politiques non orthodoxes ne peut davantage permettre d'établir dans le chef de l'intéressé l'existence d'une crainte fondée et actuelle de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

En conclusion - et en dépit d'une décision d'examen ultérieur rendue en recevabilité -, les éléments du dossier ne permettent pas de considérer

que l'intéressé a quitté son pays ou en demeure éloigné par crainte de persécutions au sens de l'art. 1er, par. A, al. 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

Partant, il n'y a pas lieu de lui reconnaître la qualité de réfugié."

1.3. Verzoeker tekent tegen deze weigeringsbeslissing op 23 april 1998 hoger beroep aan bij de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen.

1.4. Op 2 september 1998 neemt de gemachtigde bijzitter van de Eerste Nederlandse Kamer van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen de thans bestreden beslissing, waarbij het beroep van verzoeker ontvankelijk, maar ongegrond wordt verklaard en derhalve de erkenning van de hoedanigheid van vluchteling wordt geweigerd.

Deze beslissing rust op volgende redeneering :

"Overwegende dat appellant voorhoudt in 1990 te zijn benoemd tot planeconoom voor de streek van Shkoder; dat zijn bureau in september 1991 werd vernield bij een brand; dat hij hieromtrent een tiental keer door de politie werd ondervraagd; dat hij in mei 1994 poogde het land te verlaten, maar werd aangehouden; dat hij vernam dat tegen hem een gerechtelijke procedure wegens brandstichting was ingezet; dat eind juni 1995 zijn huis werd beschadigd; dat hij op 10 juli 1995 beschoten en bedreigd werd; dat hij nog dezelfde dag onderdook bij zijn vader; dat hij begin augustus bij een vriend introk; dat hij op 27 augustus 1995 zijn land verliet en via Italië, Frankrijk en Luxemburg naar België kwam;

Overwegende dat appellant in zijn beroepsverzoekschrift kritische bedenkingen uit omtrent de werkwijze van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen; dat hij niet kan aanvaarden tweemaal te zijn verhoord en dit zonder ogenschijnlijke reden, tenzij om de gewijzigde toestand, ontstaan door de verkiezingen van medio 1997, als weigeringsmotief te kunnen invoeren; dat hij verzoekt desbetreffend de juriste, die het tweede verhoor uitvoerde, op te roepen;

Overwegende dat geen wettelijke of reglementaire bepaling de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen de verplichting oplegt binnen een bepaalde termijn een beslissing ten gronde omtrent een asielaanvraag te nemen; dat appellant ook niet aantoont dat de redelijke-termijneis niet zou zijn nageleefd; dat overigens het louter declaratief karakter van de bevoegdheid van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, d.w.z. het al dan niet erkennen van de status van vluchteling niet toelaat ter zake te sanctioneren; dat het middel derhalve niet relevant is;

Overwegende dat appellant ter zitting gevraagd naar de oorzaken, die aan de grondslag van de door hem voorgehouden probleem liggen, geen duidelijkheid verschaffend antwoord verstrekt; dat hij er zich toe beperkt te stellen geen privé-problemen te hebben gehad; dat hij gevraagd of voor hem geen binnenlands vestigingsalternatief mogelijk is, antwoordt dat heel Albanië op de hoogte is van zijn problemen; dat hij gevraagd waarom hij zich op 6 februari 1992 een paspoort liet afleveren, antwoordt dat hij aldan reeds zoals zoveel landgenoten zijn land wilde verlaten; dat dergelijke verklaringen niet toelaten vrees voor vervolging in de zin van artikel 1, A(2), van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 in aanmerking te nemen".

## 2. Over de gegrondheid van het beroep.

2.1.1. Overwegende dat verzoeker in het eerste middel laat gelden dat de wijze waarop de procedure voor de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen is verlopen getuigt van willekeur, dat hij een eerste maal werd gehoord op 28 maart 1997, maar dat toen om een onbekende reden geen beslissing werd genomen, dat hij een jaar later opnieuw werd opgeroepen zonder dat hiervoor enige reden werd opgegeven, dat hem toen enkel een vraag gesteld werd omtrent de wijziging van de toestand in Albanië, dat het al te gemakkelijk is een dossier van een vluchteling te laten rusten in afwachting van een eventuele verandering van de situatie in het land van herkomst;

2.1.2. Overwegende dat de verwerende partij antwoordt dat dit middel geen betrekking heeft op de

procedure voor de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen en derhalve niet tot de nietigheid van de aangevochten beslissing kan leiden;

2.1.3. Overwegende dat verzoeker repliceert dat door de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen niet werd geantwoord op zijn grieven in verband met de procedure voor de Commissaris-generaal;

2.1.4. Overwegende dat dit middel niet in aanmerking kan worden genomen, want niet gericht tegen de bestreden uitspraak, maar tegen de procedure op grond waarvan de beslissing van de Commissaris-generaal werd genomen; dat het zogenaamd "onbeantwoord blijven" van verzoekers grieven in verband met deze procedure het voorwerp uitmaakt van het tweede middel; dat het eerste middel niet ontvankelijk is;

2.2.1. Overwegende dat in het tweede middel verzoeker aanvoert dat de bestreden beslissing tekort schiet in de motiveringsplicht doordat niet of onvoldoende werd geantwoord op zijn argumentatie in verband met de willekeurige procedure voor de Commissaris-generaal en op zijn vraag om de jurist-ondervrager te horen;

2.2.2. Overwegende dat de verwerende partij antwoordt dat de vraag tot het oproepen van de jurist van het Commissariaat-generaal niet relevant was gelet op het louter declaratief karakter van de bevoegdheid van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, terwijl er ook geen wettelijke of reglementaire bepaling voorhanden is die de Commissaris-generaal oplegt binnen een bepaalde termijn uitspraak te doen;

2.2.3. Overwegende dat de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen uitspraak moet doen met inachtneming

van de politieke toestand zoals deze zich in het land van herkomst voordoet op het tijdstip van haar beslissing; dat zelfs indien mocht bewezen geweest zijn dat de Commissaris-generaal de aanvraag van verzoeker zonder afdoende reden had laten aanslepen tot na de verkiezingen van medio 1997, de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen deze aanvraag niet op een ander tijdstip dan het ogenblik van haar beslissing had mogen beoordelen; dat de bestreden beslissing dan ook volkomen terecht stelt dat het verweermiddel van verzoeker, ontleend aan de werkwijze op het Commissariaat-generaal, "niet relevant (was)"; dat het tweede middel moet worden verworpen.

2.3.1. Overwegende dat in het derde middel, ontleend aan de schending van de motiveringsplicht, verzoeker betoogt dat de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen oordeelt dat hij geen privé-problemen heeft gekend terwijl dit wordt tegengesproken door zijn feitenrelaas, dat ze kennelijk niet gelooft dat hij identieke problemen elders in zijn land zou gekend hebben, maar dit niet verantwoordt, dat men zwaar tilt aan het op 6 februari 1992 afgegeven paspoort terwijl het om een in heel Albanië verrichte formaliteit ging;

2.3.2. Overwegende dat de verwerende partij antwoordt dat verzoeker geen duidelijke en plausibele antwoorden kan geven op vragen betreffende de grondslag van het door hem voorgehouden probleem, het eventueel bestaan van een intern vluchtalternatief en de reden waarom hij zich op 6 februari 1992 een paspoort liet afleveren;

2.3.3. Overwegende dat de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen verzoekers beroep verwierp gelet op de door hem ter zitting afgelegde verklaringen, welke verklaringen naar haar oordeel niet van aard waren een

vrees voor vervolging in de zin van artikel 1, (A), 2, van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 in aanmerking te nemen; dat in de plaats van de eerder ingeroepen feiten te herhalen of toe te lichten hij zich, gevraagd naar de oorzaken van zijn problemen, beperkte te stellen geen privé-problemen te hebben gehad; dat op de vraag naar een mogelijk binnenlands vestigingsalternatief geantwoord werd "dat heel Albanië op de hoogte (was) van zijn problemen", hetgeen bezwaarlijk verenigbaar was met het eerder opgedist verhaal; dat gevraagd waarom hij zich op 6 februari 1992 een paspoort liet afleveren hij niet stelde, zoals thans in het middel, dat het om een operatie in gans het land ging, doch "dat hij alsdan reeds zoals zoveel landgenoten zijn land wilde verlaten", hetgeen er op wees dat geen problemen met de overheid aan de oorsprong van zijn vertrek lagen; dat het derde middel niet gegrond is;

2.4.1. Overwegende dat in het vierde middel verzoeker laat gelden dat de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, in het licht van de feiten die aan de grondslag van zijn aanvraag lagen, een kennelijke beoordelingsfout heeft begaan door zijn beroep te verwerpen;

2.4.2. Overwegende dat de verwerende partij antwoordt dat de Raad van State zich niet in de plaats van de feitenrechter mag stellen wanneer deze zijn beoordelingsbevoegdheid uitoefent;

2.4.3. Overwegende dat verzoeker repliceert dat de Raad een kennelijke beoordelingsfout kan censureren;

2.4.4. Overwegende dat het in beginsel de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen toekomt in laatste aanleg te oordelen of de vreemdeling een gegronde vrees

voor vervolging kan hebben; dat haar appreciatie dienaangaande door de Raad van State slechts als onrechtmatig kan worden aangemerkt indien de concrete gegevens van de zaak doen blijken dat die appreciatie in strijd met wat in de beslissing wordt aangevoerd kennelijk onredelijk is, met andere woorden dat het gaat om een appreciatie waarvan het niet denkbaar is dat enig in redelijkheid beslissend orgaan ze zou kunnen uitbrengen; dat in het licht van de door verzoeker ter terechtzitting verstrekte antwoorden bezwaarlijk staande kan worden gehouden dat de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen kennelijk onredelijk is geweest wanneer ze oordeelde dat geen vrees voor vervolging in de zin van artikel 1, (A), 2, van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 in aanmerking kon worden genomen; dat het vierde middel niet gegrond is,

#### **B E S L U I T :**

##### **Artikel 1.**

Het beroep wordt verworpen.

##### **Artikel 2.**

De kosten van het beroep, bepaald op zeventuizend frank, komen ten laste van de verzoekende partij.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare  
terechtzitting, op achttien juni tweeduizendeen, door :

|        |               |                  |
|--------|---------------|------------------|
| de HH. | A. BEIRLAEN,  | kamervoorzitter, |
|        | K. VANHOUTTE, | griffier.        |

**De griffier,**

**De voorzitter,**

**K. VANHOUTTE.**

**A. BEIRLAEN.**